

CAS PRATIQUES

L'APPLICATION DE LA LOI DANS LE TEMPS

Entraînement examen n 2

Cas pratique n 1 (6 points)

Session 2- juin 2023 (dates modifiées)

Claudine conduit régulièrement le camion poids lourd de son conjoint alors qu'elle n'est pas titulaire du permis nécessaire à la conduite de tels véhicules. A la suite d'un contrôle routier en date du 2 septembre 2024, la gendarmerie constate le défaut de permis adéquat. Claudine fera l'objet d'un jugement le 15 novembre 2024.

Au jour du constat, le fait de conduire sans être titulaire d'un permis de conduire des véhicules poids lourds est puni d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende. A supposer qu'une loi nouvelle entre en vigueur au 1 r novembre 2024 et porte les peines encourues à un an d'emprisonnement et 25 000 euros d'amende, à quelle peine Claudine risquerait-elle d'être condamnée ?

Cas pratique n 2

Extrait examen session 2- juin 2022 (dates modifiées)

Après l'annonce de la suppression de 250 emplois, Claude a séquestré le Directeur de l'usine dans laquelle il travaillait afin de le contraindre à revenir sur sa décision. Les faits se sont produits les 12 et 13 avril 2024.

Au moment des faits, le Code pénal prévoyait une peine de 5 ans d'emprisonnement et de 75000 euros d'amende pour toute séquestration de moins de 7 jours.

Supposons qu'une loi nouvelle, entrée en vigueur le 1 r juin 2024, prévoit désormais une peine de trois ans d'emprisonnement et de 75000 euros d'amende. Selon vous, quelle peine encourt Claude sachant qu'il sera jugé aujourd'hui ?

Cas pratique n 3 (7 points)

Extrait examen session 2- juin 2021- les dates ont été modifiées

Camille a 15 ans. Elle a fait l'objet d'une adoption simple lorsqu'elle avait 5 ans.

Depuis plusieurs années, elle reçoit de mauvais traitements de la part de l'adoptant. Elle souhaite demander la révocation de son adoption mais la loi actuellement en vigueur prévoit qu'elle ne peut en faire la demande qu'à sa majorité.

Supposons qu'une loi nouvelle entre en vigueur au 1 r janvier 2025 et permette à l'adopté de solliciter la révocation de son adoption simple s'il est  g  de plus de 15 ans. Selon vous, Camille pourra-t-elle solliciter la révocation de son adoption dès l'entrée en vigueur de cette loi nouvelle ?

Cas pratique n°4

--

Depuis un an, Oscar est salarié d'une société de transport. Il souhaite rompre son contrat de travail pour commencer une carrière d'humoriste.

La loi en vigueur au moment de la conclusion de son contrat imposait aux salariés de respecter un préavis de 3 mois en cas de rupture du contrat à leur initiative. Supposons qu'une loi nouvelle entre en vigueur le 15 octobre 2024 et permette désormais aux salariés de rompre leur contrat de travail en respectant un délai de préavis de 15 jours. Supposons encore que le législateur ait adopté une disposition transitoire prévoyant que la loi nouvelle s'applique à tous les contrats de travail conclus depuis le 1^{er} janvier 2023.

Selon vous, quel est le délai de préavis qu'Oscar devra respecter pour rompre son contrat ?